



L'Autriche fait partie des pays l'Union européenne où une formation d'extrême droite participe actuellement au pouvoir, aux côtés de l'Italie, la Bulgarie, l'Estonie... Le principal parti d'extrême droite du pays, qui est quasiment sans concurrence sur ce flanc politique depuis l'interdiction ( en 1988 ) du NDP ou « Parti national-démocrate » - au profil plus radical mais plutôt groupusculaire -, est le FPÖ ou « Parti de la liberté d'Autriche ».

La traduction française, que l'on trouve parfois dans la presse francophone, de « Parti libéral autrichien » est rigoureusement fautive. L'adjectif freiheitlich, qui peut se traduire grossièrement par « de la liberté », a une longue tradition dans la droite pangermanique et pré-nazie du pays et ne signifie pas « libéral ».

### Les origines du parti

Le FPÖ a été de fait créé de fait à partir juin 1955 et a tenu son congrès fondateur en avril 1956. Son premier président - jusqu'à sa mort en 1958 - était Anton Reinthaller, ancien ministre de l'agriculture du gouvernement nazi qui acta l'Anschluss ( le rattachement à l'Allemagne nation-socialiste ) en 1938, puis secrétaire d'Etat à l'agriculture dans le gouvernement hitlérien à Berlin jusqu'en 1945. La création du FPÖ résulte d'une transformation d'un précurseur fondé en 1949 sous le nom de VdU ou Verband der Unabhängigen ( Fédération des indépendants ), qui n'était officiellement pas un parti politique. La raison en était que l'Autriche avait un statut de pays occupé par les Alliés - USA, Royaume-Uni, France et URSS - jusqu'en 1955, année de conclusion du Traité de neutralité qui a redonné sa souveraineté à la « République alpine » comme le pays est souvent désigné. Le contrôle des Alliés sur la politique intérieure autrichienne visait avant tout à empêcher toute reconstitution du parti nazi, sous quelque forme que ce soit. C'est ainsi qu'une partie des anciens militants nazis, ceux qui n'avaient pas rallié l'un des grands partis, se réfugiait dans le « parti qui n'était pas un parti », la « Fédération des indépendants » prétendument apolitique. Lorsque le contrôle allié fut levé en 1955, celle-ci pu alors entamer sa transformation en parti politique.

Pendant longtemps, ce dernier a porté un héritage nazi plutôt peu dissimulé, mais à partir de la fin des années 1960 et le milieu des années 1980, ses dirigeants affichèrent un profil plutôt libéral ( ce qui occasionna la scission du NDP, qui fera ultérieurement l'objet d'une dissolution forcée ), jusqu'à entrer dans un gouver-



en bref

 POPULATION : **9 M d'habitants**

 PRINCIPALE FORMATION D'EXTRÊME-DROITE  
**FPÖ «Parti de la liberté d'Autriche»**

 SCORES AUX DERNIERES ELECTIONS :  
Elections européennes 2014: **20%**  
Elections législatives 2017: **26%**

 PERSONNALITE POLITIQUE :  
**Heinz-Christian Strache**

social-libéral en 1983 avec la social-démocratie autrichienne. La base électorale du parti se rétrécissait en même temps. C'est avec le congrès très tendu de septembre 1986 à Innsbruck, où Jörg Haider - décédé en octobre 2008 - prit la direction du parti pour une vingtaine d'années, que l'extrême droite a clairement (re)pris le contrôle du FPÖ.

Du même coup, le parti retourna dans l'opposition. Mais il a eu plus tard l'occasion de participer à des gouvernements de coalition avec la droite, de février 2000 jusqu'en 2005/06 puis, à nouveau, depuis la mi-décembre 2017 jusqu'à maintenant.

### Participation au gouvernement

Cette fois-ci, sous la conduite du jeune chancelier conservateur Sebastian Kurz, il a obtenu plusieurs postes-clés : la Défense, les Affaires étrangères et l'Intérieur. Le chef du FPÖ, Heinz-Christian Strache, étant devenu « vice-chancelier », numéro deux du gouvernement.

Le FPÖ, à travers ses ministres, aura ainsi la main haute sur l'ensemble des services de police, de renseignement et l'armée. Ce qui a déjà produit certaines conséquences.

Le 09 mars 2018, une unité de police, sur ordre du parquet financier, a mené une perquisition au siège du service de renseignement et de contre-espionnage BVT (« Bureau pour la protection de la constitution et la lutte contre le terrorisme »). Le prétexte officiel était fourni par une affaire de corruption impliquant trois membres du BVT. Cependant la perquisition n'était pas menée par une brigade financière, comment l'aurait voulu la logique des choses, mais par une unité qui s'occupe normalement de la sécurité sur la voie publique... dirigée par un cadre du FPÖ. Les documents saisis n'avaient d'ailleurs pas de rapport, selon

le BVT, avec l'affaire qui avait fourni le prétexte. Le responsable politique de cette opération était le ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Herbert Kickl.

Les services perquisitionnant le siège du BVT semblaient surtout s'intéresser aux documents relatifs aux milieux néo-nazis et l'extrême droite violente (en partie liés au FPÖ) d'un côté, aux relations avec la Russie, de l'autre côté. Or, le FPÖ entretient une coopération structurelle avec le parti « Russie Unie » de Vladimir Poutine, et les soupçons d'un financement dissimulé par le régime russe existent. La ministre des Affaires étrangères, sans appartenance partisane mais nommée par le FPÖ, Karin Kneissl, a d'ailleurs eu l'idée d'inviter personnellement le président Poutine - qui est aussi venu - pour assister à son mariage, le 18 août 2018 à Gamlitz en Autriche. L'Autriche suscite, depuis, la méfiance de certains de ses alliés occidentaux. Le « Club de Berne », organisme qui coordonne les services de renseignement dans le cadre de l'Union européenne, avait ouvertement évoqué en juin 2018 l'idée d'une suspension de la coopération avec l'Autriche. Le 07 septembre 18, le ministre Kickl a d'ailleurs dû publiquement reconnaître que suite à l'affaire de perquisition du BVT, il avait dû prendre des mesures afin de rassurer certains partenaires, pour ne pas voir son pays coupé des informations fournies par des services de renseignement alliés.

### **Mesures anti-sociales du gouvernement et démagogie sociale du parti**

En politique intérieure, le principal point de discord, qui a divisé non seulement la société autrichienne mais aussi l'électorat du gouvernement lui-même, a concerné la nouvelle « Loi numéro 303/A » sur le temps de travail. Son symbole est devenu « la journée des douze heures », symbole largement contesté, y compris dans les rues puisque 80.000 à 100.000 manifestant/e/s ont battu le pavé à appel du ÖGB - de la Confédération autrichienne des syndicats -, le 30 juin 2018 à Vienne. Le véritable objet de cette loi, très contestée, n'est pas tant l'allongement du travail

en soi, dans la mesure où il a toujours existé en Autriche : le travail intérimaire étant quasiment inexistant dans ce pays comme « tampon » pour le patronat, les employeurs font face aux pics de production en ayant recours aux heures supplémentaires. Mais celles-ci étaient accompagnées de primes qui risquent de disparition suite à l'adoption de la loi, réduisant la rémunération de certains salariés de plusieurs centaines d'euros par mois.

Le FPÖ s'était politiquement construit, depuis que sa direction avait été prise en septembre 1986 par le courant d'extrême droite, en dénonçant ce compromis institutionnalisé et notamment la AK, au nom de « la lutte contre la bureaucratie et la corruption ». Avec des accents de Robin des bois anti-corruption et pseudo-rebelle, le parti s'était en réalité surtout fait la fer de lance d'une offensive libérale contre le mouvement ouvrier institutionnalisé et incorporé à l'Etat.

Or, depuis 1995 et avec le déclin de l'Etat social, le FPÖ effectua un tournant vers une certaine démagogie sociale à la tonalité anti-libérale, plus ou moins « socialisante » et protectionniste. Même si, en 2017, au cours des préparatifs des élections législatives du 15 octobre de la même année, l'actuel chef du FPÖ, Heinz-Christian Strache, avait fait le choix stratégique de largement abandonner la démagogie sociale et anti-libérale. Ceci en considérant qu'avec un discours trop axé sur le social, la différence entre le FPÖ dans l'opposition et le parti participant au gouvernement - ce à quoi il se préparait déjà à l'époque - allait ressortir de façon trop flagrante, ce qui risquait de coûter au parti une bonne partie de son électorat, à terme.

C'est d'ailleurs ce qui était arrivé au FPÖ après son entrée au gouvernement en 2000, dans la mesure où il passait de 27 % des voix (législatives d'octobre 1999) à 10 % des voix (législatives anticipées en novembre 2002) voire même à 6 % (scrutin européen de juin 2004), avant de remonter plus tard jusqu'à 26,0 % aux législatives du 15 octobre 2017.

Ainsi, en tant que chef du FPÖ, Strache avait décidé de retourner, à l'été 2017, à un discours largement plus pro-patronal. Mais jamais, la concertation sociale - fortement ancrée en Autriche, pays d'un compromis de classes institutionnalisés, au moins jusqu'aux années 1990 - n'avait été autant méprisée que cette fois-ci. En ce qui concerne la nouvelle loi sur le temps de travail, le projet de loi sur le temps de travail fut déposé le 14 juin 2018 et adopté... le 04 juillet 2018, donc moins de trois semaines après. Elle est appliquée depuis le 1er septembre 2018. Autant dire qu'il n'y a eu aucune négociation. La ministre des Affaires sociales, qui a présenté le projet de loi au parlement, appartient au FPÖ.

Cette loi a créé quelques remous jusqu'au sein des partis gouvernementaux, puisque le parti conservateur et chrétien-démocrate ÖVP s'appuie sur une base sociale largement définie par l'appartenance au catholicisme (pratiquant). Or, en l'occurrence, l'Eglise catholique avait en bonne partie pris position contre la future loi, ce qui affecte au moins la base du ÖVP. Aussi la « fédération des salariés et salariées d'Autriche » (ÖAAB), qui constitue l'une des six branches organiques du parti ÖVP, a-t-elle connu une vague de départ de dirigeant/e/s, dans la foulée. Concernant le FPÖ, la ministre du Travail - Beate Hartinger-Klein - appartient au parti d'extrême droite, dont une représentante se trouvait donc en première ligne lors de l'adoption de la « réforme ». Or, au congrès régional du FPÖ en Basse-Autriche (la région qui entoure la capitale Vienne), des délégué/e/s en vinrent aux mains, à propos du sujet. A la suite, plusieurs dirigeants locaux du parti l'ont quitté.

Malgré les dissensions assez sérieuses au sein de la société, le gouvernement peut toujours compter - au cas où son maintien ou sa chute seraient mis en jeu - sur le soutien d'environ 60 % de l'électorat. Le 15 octobre 2017, ses deux partis avaient respectivement recueilli 31,5 % (pour l'ÖVP) et 26 % (pour le FPÖ). Une certaine érosion de l'adhésion politique au FPÖ s'observe, mais elle est très loin d'être aussi forte que sa chute dans l'opinion entre 2000

et 2004, au cours de la période de sa dernière participation au gouvernement fédéral.

## **Discours sur l'immigration**

Bien entendu, en agitant en permanence le thème de l'immigration, en l'associant à « l'invasion », à « l'insécurité », et en ce début 2019 aussi particulièrement au sujet de la violence faite aux femmes -, le ministre de l'Intérieur Herbert Kickl regagne, au nom du FPÖ, périodiquement les faveurs de l'opinion publique. Un peu à l'instar de Matteo Salvini en Italie, les mesures parfois musclées en matière de lutte anti-immigration, qui permettent à Kickl et son entourage de surnager face au risque de perte de popularité d'un FPÖ aux responsabilités gouvernementales.

Cependant, le gouvernement droite / extrême droite rencontre aussi certaines oppositions au sein de la société sur ces sujets. En 2018, des mobilisations locales avaient lieu pour refuser le renvoi dans leur pays d'origine de certaines familles immigrées. Dans la Vorarlberg (région de l'extrême ouest de l'Autriche, frontalière avec la Suisse et l'Allemagne), cela impliquait des milieux de droite chrétiens ; au Tyrol, autre région autrichienne, c'est même des membres de la base du FPÖ qui ont manifesté contre des mesures de reconduite à la frontière. Ces mobilisations concernaient des familles d'immigrés bien intégrées localement, notamment dans le milieu scolaire. Il est vrai qu'elle n'annihilent pas, par ailleurs, les effets du discours raciste du FPÖ, mais en atténuent la portée au quotidien sur le plan local et suscitent certaines contradictions.



**Heintz-Christian Strache**

C'était le président du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) de 2005 à 2019. Il est aussi député au Conseil national depuis 2006 et vice-chancelier de la République d'Autriche depuis 2017. Prothésiste dentaire de formation, ce qui explique certainement ce sourire carnassier, Heintz-Christian Strache est celui qui a réussi à capter l'héritage de Jörg Haider, l'ancien leader du FPÖ et figure notoire de l'extrême-droite, après son décès dans un accident de voiture. Avec Strache à sa tête, le FPÖ bat des records aux différentes élections ce qui va conduire l'extrême-droite à participer une nouvelle fois au pouvoir. Il tient un discours extrêmement violent envers les Musulmans qu'il accuse d'être une cinquième colonne. C'est aussi dans ce sens qu'il se sert de la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne comme d'un épouvantail, qualifiant le pays de cheval de Troie de l'islamisme.

Le 18 mai 2019, il doit démissionner du FPÖ a quelques jours seulement des élections européennes. Ce qu'on appelle l'affaire «IBIZA» risque d'avoir des conséquences politiques importantes. Piégé par une caméra cachée lors d'un séjour à Ibiza, Heintz-Christian Strache explique à une prétendue oligarque russe comment elle pourrait financer de façon occulte son parti tout en rachetant un grand quotidien national. Le scandale est en train de se transformer en crise politique puisque le chancelier Sébastian Kurz a annoncé dans la foulée des élections législatives anticipées. **Une deuxième sortie de route pour le FPÖ ?**

Les législatives anticipées en Autriche auront probablement lieu début septembre 2019, selon la volonté du président fédéral Alexandre Van Der Bellen, ce serait 22 à 23 mois après le dernier scrutin législatif du 15 octobre 2017 et vingt mois après la formation de la coalition.

## Retrouvez l'ensemble de nos fiches Europe sur notre site



[www.visa-isa.org](http://www.visa-isa.org)



@assovisa



association visa



Vous voulez en savoir plus ?  
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.

FICHES EUROPE de VISA / n°6

